

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205306]

6 OCTOBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, les articles 5, § 2, alinéa 2, 6, alinéa 3, 6^{ter}, alinéa 2, 8, 10, § 4, et 11, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 août 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 septembre 2015;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 27 octobre 2015;

Vu l'avis du Conseil économique et social de Wallonie n° A1250, donné le 4 novembre 2015;

Vu le rapport du 27 juin 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 59.713/2/V du Conseil d'Etat, donné le 27 juillet 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant exécution du décret du 3 février 2005 sur le plan mobilisateur des technologies de l'information et de la communication, le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° "expert" : l'expert pédagogique visé à l'article 7, § 3, 5°, du décret; ».

Art. 3. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre II est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE II. — Attestation de fin de formation »

Art. 4. L'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est abrogé.

Art. 5. L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Au terme de la formation, l'opérateur de formation remet au bénéficiaire une attestation dont le modèle est établi par le ministre et qui reprend le nombre d'heures et les unités de formation suivies par le bénéficiaire, ainsi que les compétences acquises. »

Art. 6. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Conformément à l'article 5, § 2, 3° et 4°, du décret, l'opérateur de formation et, le cas échéant, le partenaire avec lequel il a signé une convention disposent pour être agréés :

1° du personnel pédagogique en rapport avec le nombre de personnes à former, à savoir un formateur minimum pour l'encadrement de douze stagiaires;

2° de locaux et du mobilier répondant aux exigences requises par la formation;

3° de matériel informatique adapté aux exigences requises par les unités de formation et au nombre de personnes à former pour permettre à chaque personne qui suit une unité de formation de disposer d'un ordinateur et d'une connexion Internet.

Conformément à l'article 5, § 2, 3°, du décret, est qualifié dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, le formateur qui est :

1° soit détenteur d'un certificat ou d'un diplôme de l'Enseignement supérieur en informatique ou en technologies de l'information et de la communication;

2° soit détenteur du certificat de l'Enseignement secondaire supérieur ou d'un titre équivalent et dispose d'une expérience probante de trois années à temps plein, au prorata des prestations effectuées, dans une ou plusieurs fonctions impliquant l'utilisation quotidienne et approfondie de l'informatique ou des technologies de l'information et de la communication.

Conformément à l'article 5, § 2, 3°, du décret, est qualifié dans le domaine pédagogique, le formateur qui est :

1° soit détenteur d'un certificat ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur en pédagogie;

2° soit détenteur du certificat de l'Enseignement secondaire supérieur ou d'un titre équivalent et dispose d'une expérience probante de trois années à temps plein, au prorata des prestations effectuées, dans une ou plusieurs fonctions impliquant une charge d'enseignement ou de formation. »

Art. 7. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. § 1^{er}. L'opérateur de formation et, le cas échéant, le partenaire avec lequel il a signé une convention, adressent une demande d'agrément à l'Administration, au plus tard le 1^{er} septembre de l'année qui précède l'année de l'agrément escompté, soit par courrier, soit par voie électronique, au moyen d'un formulaire, dont le modèle est établi par le ministre.

La demande d'agrément d'un opérateur de formation est accompagnée des documents et renseignements suivants :

- 1° la dénomination de l'opérateur de formation et la localisation de son siège principal d'activité;
- 2° le statut juridique de l'opérateur de formation;
- 3° le nombre d'heures de formation et le nombre de personnes bénéficiaires envisagées annuellement réparties par unité de formation;
- 4° la description du contenu des unités de formation et de la méthodologie de formation;
- 5° la description des moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer les modules de formation et, le cas échéant, la copie de la convention de partenariat;
- 6° dans le cas d'un opérateur mobile, la description de la zone géographique couverte;
- 7° des indications sur l'expérience acquise dans la formation aux technologies de l'information et de la communication, particulièrement vis-à-vis du public cible visé à l'article 4 du décret;
- 8° l'engagement à se soumettre au contrôle de l'Administration et à respecter les articles 11 à 14 de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes;
- 9° l'engagement au respect de la charte pédagogique visée à l'article 5, § 2, 5°, du décret et dont le modèle est déterminé par le ministre.

§ 2. L'Administration accuse réception de la demande d'agrément dans les quinze jours de sa réception.

Si la demande est incomplète, l'Administration en avise le demandeur dans le délai visé à l'alinéa 1^{er} en lui faisant part de la suspension du délai visé à l'article 7, § 2. L'opérateur de formation dispose d'un délai de quinze jours pour transmettre les documents ou renseignements manquants. A défaut, l'Administration informe le demandeur qu'elle classe sa demande sans suite.

§ 3. L'instruction de la demande est effectuée par l'Administration. »

Art. 8. L'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 7. § 1^{er}. Dans les dix jours de la réception de la demande complète, l'Administration sollicite l'avis pédagogique de l'expert qui est rendu dans les trente jours, en tenant compte notamment de la charte pédagogique visée à l'article 5, § 2, 5°, du décret.

§ 2. L'Administration transmet, le cas échéant, la demande d'agrément à la Commission dans les dix jours de la réception de l'avis de l'expert.

§ 3. La Commission remet son avis à l'Administration dans un délai de trente-cinq jours à partir de la date de réception du dossier de demande d'avis complet. A défaut, l'avis n'est plus requis. En cas d'audition, la Commission peut demander la prolongation de trente-cinq jours du délai précité.

A défaut de saisine de la Commission, l'Administration remet une proposition motivée d'octroi ou de refus d'agrément au ministre dans les soixante jours à dater de la remise d'avis par l'expert.

La Commission entend les représentants de l'opérateur de formation qui le sollicite. La Commission peut également inviter les représentants de l'opérateur de formation à être entendus. Dans tous les cas, l'audition a lieu après l'envoi d'une convocation mentionnant, le cas échéant, les points précis à propos desquels la Commission souhaite entendre le point de vue de l'opérateur de formation. »

Art. 9. A l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'opérateur de formation et, le cas échéant, le partenaire avec lequel il a signé une convention, adressent une demande de renouvellement d'agrément à l'Administration, au plus tard trois mois avant la date d'expiration de l'agrément en cours, soit par courrier, soit par voie électronique, au moyen du formulaire dont le modèle est établi par le ministre. »;

2° dans l'alinéa 4, le mot "précédent" est remplacé par les mots "en cours".

Art. 10. Dans l'article 9 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Le ministre peut, après avis de la Commission, décider de suspendre ou de retirer l'agrément.

Au préalable, la Commission entend l'opérateur de formation. L'audition a lieu après l'envoi d'une convocation mentionnant les points précis à propos desquels la Commission souhaite entendre le point de vue de l'opérateur de formation.

L'opérateur de formation qui s'est vu retirer son agrément ne peut plus introduire de nouvelle demande d'agrément dans les douze mois suivant la date de notification du retrait d'agrément. »

Art. 11. A l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « , selon le cas, » sont abrogés;

2° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « ou de la Commission » sont remplacés par les mots « , accompagnée, le cas échéant, de l'avis de la Commission »;

3° l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 12. A l'article 11 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, dans le 1°, les mots "de la Formation" sont abrogés;

b) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, dans le 4°, les mots "visé à l'article 7, § 1^{er}" sont abrogés;

c) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, le 6° est remplacé par ce qui suit :

« un représentant de l'Agence du numérique; »;

d) dans le paragraphe 3, les mots "trois fois" sont remplacés par les mots "quatre fois".

Art. 13. A l'article 12 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, 1^o, les mots "modules de formation donnés du lundi au samedi" sont remplacés par les mots "unités de formation données du lundi au vendredi inclus";

b) dans l'alinéa 1^{er}, 2^o, les mots "modules de formation donnés" sont remplacés par les mots "unités de formation données";

c) l'alinéa 1^{er}, 4^o, est remplacé par ce qui suit :

« 4^o un forfait pour les actions de promotion : soit de cinq cents euros pour un agrément d'une durée de trois ans, soit de cent soixante-cinq euros par an lorsque la durée de l'agrément est inférieure à trois ans. »

Art. 14. A l'article 13, alinéa 2, du même arrêté, les mots "et après avis de la Commission" sont insérés entre les mots "de l'Administration" et les mots "le nombre d'heures".

Art. 15. A l'article 14, alinéa 1^{er}, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots "modules de formation organisés" sont remplacés par les mots "unités de formation organisées";

Art. 16. A l'article 14*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots "le relevé des heures de formation prestées au cours du premier semestre et, le cas échéant" sont abrogés;

2^o dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots "de ces différents relevés" sont remplacés par les mots "du relevé trimestriel visé à l'article 15, 2^o".

Art. 17. A l'article 15 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« une déclaration de créance trimestrielle, portant sur les heures de formation dispensées au cours du trimestre échu, accompagnée du ou des états de prestations et de la ou des listes de présence originales se rapportant à la période à couvrir par la subvention. La déclaration de créance trimestrielle et les documents qui l'accompagnent doivent être adressés à l'Administration au plus tard à la fin du mois qui suit le trimestre échu. »;

b) le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« en ce qui concerne les opérateurs mobiles, un relevé des kilomètres parcourus, dont le modèle est établi par le ministre, ainsi que les pièces justificatives y afférentes; »

c) le 4^o est remplacé comme suit :

« en ce qui concerne les actions de promotion, un tableau d'imputation des dépenses mises à charge de ces actions, dont le modèle est établi par le ministre, ainsi que les pièces justificatives y afférentes. »

Art. 18. L'article 16 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. L'opérateur de formation agréé communique annuellement à l'Administration :

1^o pour le 31 mars, un rapport d'activité dont le modèle est établi par le Ministre;

2^o pour le 31 octobre, un tableau d'imputation dont le modèle est établi par l'Administration, accompagné d'un tableau d'amortissement des immobilisations de l'organisme, d'une version détaillée du bilan déposé à la Banque nationale de Belgique pour l'année correspondante, ainsi que d'une copie des pièces justificatives afférentes aux charges déclarées dans le tableau d'imputation et de leurs preuves de paiement, le tout sur support informatique. »

Art. 19. L'article 17 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Art. 17. Les opérateurs de formation agréés au 31 décembre 2014 respectent la condition visée à l'article 5, alinéa 4, seulement à partir de leur demande de renouvellement d'agrément, soit au 1^{er} octobre 2015. »

Art. 20. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2015.

Art. 21. La Ministre de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 octobre 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205306]

6 OKTOBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën, inzonderheid op de artikelen 5, § 2, lid 2, 6, lid 3, 6*ter*, lid 2, 8, 10, § 4, en 11, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 augustus 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 september 2015;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", gegeven op 27 oktober 2015;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van Wallonië) nr. A1250, gegeven op 4 november 2015;

Gelet op het rapport van 27 juni 2016, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 59.713/2/V van de Raad van State, gegeven op 27 juli 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 127 ervan.

Art. 2. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2005 tot uitvoering van het decreet van 3 februari 2005 betreffende het sensibiliseringsplan inzake de informatie- en communicatietechnologieën wordt punt 7° vervangen als volgt :

« 7° "deskundige": de pedagogisch deskundige bedoeld in artikel 7, § 3, 5°, van het decreet; ».

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk II vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK II. — Attest van beëindiging van de opleiding »

Art. 4. Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. Aan het einde van de vorming bezorgt de vormingsoperator een attest aan de begunstigde, waarvan het model door de minister wordt bepaald en dat het aantal uren en de door de begunstigde gevolgde vormingseenheden alsook de verworven competenties vermeldt. »

Art. 6. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. Overeenkomstig artikel 5, § 2, 3° en 4°, van het decreet beschikken de vormingsoperator en, in voorkomend geval, de partner met wie hij een overeenkomst ondertekend heeft, om erkend te worden over :

1° het pedagogisch personeel in verhouding tot het aantal personen die de vorming dienen te volgen, wat betekent over minstens één lesgever voor de begeleiding van twaalf stagiairs;

2° lokalen en meubilair om te voldoen aan de eisen van de vorming;

3° informaticamaterieel aangepast aan de eisen vereist door de vormingseenheden en aan het aantal personen die de vorming dienen te volgen om elke persoon die een vormingseenheid volgt, in staat te stellen te beschikken over een computer en een internetaansluiting.

Overeenkomstig artikel 5, § 2, 3°, van het decreet is de opleider bevoegd voor informatie- en communicatietechnologieën indien hij houder is van :

1° ofwel een getuigschrift of een diploma van het hoger onderwijs informatica of informatie- en communicatietechnologieën;

2° ofwel het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of van een gelijkwaardig diploma; hij moet ook een voltijdse beroepservaring hebben van minstens drie jaar naar rato van de verrichte dienstverleningen in één of meerdere functies die het dagelijks en diepgaand gebruik van informatica of van de informatie- en communicatietechnologieën inhouden.

Overeenkomstig artikel 5, § 2, 3°, van het decreet is de opleider bevoegd op pedagogisch vlak indien hij houder is van :

1° ofwel een getuigschrift of een diploma van het hoger onderwijs pedagogie;

2° ofwel het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of van een gelijkwaardig diploma; hij moet ook een voltijdse beroepservaring hebben van minstens drie jaar naar rato van de verrichte dienstverleningen in één of meerdere functies die een onderwijs- of vormingslast inhouden.

Art. 7. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. § 1. De vormingsoperator en, in voorkomend geval, de partner met wie hij een overeenkomst ondertekend heeft, richten uiterlijk op 1 september van het jaar vóór het jaar van de verwachte erkenning een erkenningsaanvraag aan de Administratie, ofwel bij briefwisseling, ofwel via een elektronisch bericht, middels een formulier waarvan het model door de minister wordt vastgesteld.

De erkenningsaanvraag van een vormingsoperator gaat vergezeld van de volgende documenten en inlichtingen :

1° de benaming van de vormingsoperator en de plaats waar zijn hoofdbedrijfszetel gevestigd is;

2° de rechtspositie van de vormingsoperator;

3° het aantal vormingsuren en het aantal jaarlijks overwogen gerechtigden, per vormingseenheid omgerekend;

4° de omschrijving van de inhoud van de vormingseenheden en van de bij de vorming gevolgde methode;

5° de omschrijving van de materiële en menselijke middelen die ingezet worden om de vormingsmodules te verstrekken en, in voorkomend geval, het afschrift van de samenwerkingsovereenkomst;

6° indien het een mobiele operator betreft, een omschrijving van het gebied waarover de activiteiten zich uitstrekken;

7° informatie over de ervaring verworven in de vorming tot de informatie- en communicatietechnologieën, in het bijzonder ten opzichte van het in artikel 4 van het decreet bedoelde doelpubliek;

8° de verbintenis om zich te onderwerpen aan de controle van de Administratie en de artikelen 11 tot 14 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof na te leven;

9° de instemming met het in artikel 5, § 2, 5° van het decreet bedoelde pedagogisch handvest waarvan het model bepaald wordt door de minister.

§ 2. De Administratie bericht ontvangst van de erkenningsaanvraag binnen vijftien dagen na ontvangst ervan.

Indien de aanvraag onvolledig is, informeert de Administratie de aanvrager binnen de in het eerste lid bedoelde termijn en stelt ze hem in kennis van de opschorting van de in artikel 7, § 2, bedoelde termijn. De vormingsoperator beschikt over een termijn van vijftien dagen om de ontbrekende informatie en documenten over te maken. Zoniet verwittigt de Administratie de aanvrager dat zij geen gevolg geeft aan zijn aanvraag.

§ 3. De aanvraag wordt door de Administratie onderzocht. »

Art. 8. Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. § 1. Binnen tien dagen na ontvangst van de volledige aanvraag vraagt de Administratie het pedagogisch advies van de deskundige dat binnen dertig dagen wordt uitgebracht, rekening houdend met name met het pedagogisch handvest bedoeld in artikel 5, § 2, 5°, van het decreet.

§ 2. De Administratie maakt in voorkomend geval de erkenningsaanvraag aan de Commissie over binnen tien dagen na ontvangst van de aanvraag.

§ 3. De Commissie brengt advies uit binnen vijftendertig dagen na ontvangst van het volledige dossier betreffende de adviesaanvraag. Bij ontstentenis wordt het advies niet meer vereist. In geval van verhoor kan de commissie vragen dat voornoemde termijn met vijftendertig dagen verlengd wordt.

Bij gebrek aan aanhangigmaking bij de Commissie maakt de Administratie een met redenen omkleed voorstel tot toekenning of weigering van de erkenning aan de minister over binnen zestig dagen na ontvangst van de adviesverlening door de deskundige.

De Commissie hoort de vertegenwoordigers van de vormingsoperator die daarom verzoekt. De vertegenwoordigers van de vormingsoperator kunnen ook op initiatief van de Commissie gehoord worden. In ieder geval worden ze pas gehoord na het versturen van een oproeping waarbij, in voorkomend geval, de aangelegenheden waarover de Commissie het standpunt van de vormingsoperator wenst te kennen, nauwkeurig vermeld worden. »

Art. 9. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« De vormingsoperator en, in voorkomend geval, de partner met wie hij een overeenkomst ondertekend heeft, richten uiterlijk drie maanden voor de vervaldatum van de lopende erkenning een aanvraag voor de verlenging van de erkenning aan de Administratie, ofwel bij briefwisseling, ofwel via een elektronisch bericht, middels een formulier waarvan het model door de minister wordt vastgesteld. »;

2° in het vierde lid wordt het woord "vorige" vervangen door het woord "lopende";

Art. 10. In artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt § 1 vervangen als volgt :

« De minister kan na advies van de Commissie beslissen om de erkenning te schorsen of in te trekken.

De Commissie hoort eerst de vormingsoperator. Hij wordt pas gehoord na het versturen van een oproeping waarbij de aangelegenheden waarover de Commissie het standpunt van de vormingsoperator wenst te kennen, nauwkeurig vermeld worden.

De vormingsoperator van wie de erkenning is ingetrokken, mag binnen twaalf maanden na de datum van kennisgeving van de intrekking van de erkenning geen nieuwe erkenningsaanvraag indienen. »

Art. 11. In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 september 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

2° in het eerste lid worden de woorden ", al naar gelang," opgeheven;

2° in het eerste lid worden de woorden "of van de Commissie" vervangen door de woorden ", vergezeld, in voorkomend geval, van het advies van de Commissie";

3° het tweede lid wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 11 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 september 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, eerste lid, 1°, worden de woorden "van Vorming" opgeheven;

b) in § 1, eerste lid, 4°, worden de woorden "bedoeld in artikel 7, § 1", opgeheven;

c) in § 1, eerste lid, wordt punt 6° vervangen als volgt :

« één vertegenwoordiger van het "Agence du numérique;" »;

d) in § 3 worden de woorden "drie keer" vervangen door de woorden "vier keer";

Art. 13. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, 1° worden de woorden "voor de vormingsmodules die van maandag tot en met zaterdag plaatsvinden" vervangen door de woorden "voor de vormingseenheden die van maandag tot en met vrijdag plaatsvinden".

b) in het eerste lid, 2°, worden de woorden "voor de vormingsmodules" vervangen door de woorden "voor de vormingseenheden";

c) in het eerste lid wordt punt 4° vervangen als volgt :

« 4° een forfaitair bedrag voor de promotieacties : van ofwel 500 euro voor een erkenning met een duur van drie jaar, ofwel van 165 euro per jaar wanneer de duur van de erkenning kleiner is dan drie jaar. »

Art. 14. In artikel 13, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "en na advies van de Commissie" ingevoegd tussen de woorden "van het Bestuur" en de woorden "het maximumaantal vormingsuren".

Art. 15. In artikel 14, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt het woord "vormingsmodules" vervangen door het woord "vormingseenheden";

Art. 16. In artikel 14bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2008 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "een lijst van de opleidingsuren die in de loop van het eerste kwartaal gepresteerd worden en, desgevallend, " opgeheven;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden "van die verschillende lijsten" vervangen door de woorden "van de in artikel 15, 2°, bedoelde driemaandelijke lijst".

Art. 17. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 1° wordt vervangen als volgt :

« een driemaandelijke schuldvordering m.b.t. de tijdens het vervallen kwartaal gegeven vormingsuren, met als bijlage de prestatiestaten en de oorspronkelijke aanwezigheidslijst(en) die betrekking hebben op de door de subsidie te dekken periode. De driemaandelijke schuldvordering en de erbij gevoegde documenten moeten aan de Administratie gericht worden uiterlijk aan het einde van de maand volgend op het vervallen kwartaal. »;

b) punt 3° wordt vervangen als volgt :

« wat de mobiele operatoren betreft, een lijst van de afgelegde kilometers, waarvan het model door de minister wordt bepaald en de desbetreffende bewijsstukken; »

c) punt 4° wordt vervangen als volgt :

« wat de promotieacties betreft, een tabel van de ten laste van die acties gebrachte toegerekende uitgaven, waarvan het model door de minister wordt bepaald en de desbetreffende bewijsstukken. »

Art. 18. Artikel 16 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. De erkende vormingsoperator deelt jaarlijks hetgeen volgt aan de Administratie mee :

1° tegen 31 maart, een activiteitenverslag waarvan het model door de minister wordt vastgesteld;

2° tegen 31 oktober een tabel van de toegerekende uitgaven, waarvan het model door de Administratie wordt bepaald, alsook een aflossingstabel van de vaste activa van de instelling, een gedetailleerde versie van de bij de Nationale Bank van België neergelegde balans voor het overeenstemmende jaar alsook een afschrift van de bewijsstukken betreffende de lasten aangegeven in de tabel van de toegerekende uitgaven en van hun betalingsbewijzen, op een geïnformateerde drager. »

Art. 19. Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid luidend als volgt :

« Art. 17. De op 31 december 2014 erkende vormingsoperatoren leven de in artikel 4, vierde lid, bedoelde voorwaarde alleen vanaf hun aanvraag voor de verlenging van de erkenning, namelijk op 1 oktober 2015 na. »

Art. 20. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2015.

Art. 21. De Minister van Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 oktober 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31650]

14 JULI 2016. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot invoering van een methode om de genderdimensie te integreren in de begrotingscyclus

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op de artikelen 3 en 8;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 oktober 2014 betreffende de modaliteiten van de beheerscontrole ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 april 2016

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 28 juni 2016 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31650]

14 JUILLET 2016. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale instaurant une méthode pour l'intégration de la dimension de genre dans le cycle budgétaire

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment les articles 3 et 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 octobre 2014 concernant les modalités du contrôle de gestion ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 avril 2016

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 28 juin 2016 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;